

Egry Gábor

est docteur en histoire, chercheur associé à l'Institut d'histoire politique de Budapest (institut indépendant d'histoire contemporaine et de sciences sociales), et rédacteur en chef de la revue *Múltunk*.

Lost in Transition ? La crise de la social-démocratie hongroise

Dans cet article, Egry Gábor évoque les grandes étapes de l'histoire politique de la Hongrie depuis la fin du communisme. Nous nous permettons ici de rappeler en préambule de ce texte quelques éléments utiles au lecteur pour la pleine compréhension de la thèse de l'auteur. À la suite du gouvernement de transition dirigé de 1988 à 1990 par le socialiste Miklós Németh, le Parti socialiste a été laminé au cours des premières élections libres de la Hongrie post-communiste. En 1994, les socialistes ont néanmoins fait un retour en force et l'ancien ministre des Affaires étrangères de Németh, Gyula Horn est devenu Premier ministre. Quatre ans plus tard, la droite incarnée par le Fidesz a remporté les élections,

et son leader Viktor Orbán a dirigé le gouvernement jusqu'en 2002. Depuis cette date, les socialistes sont à la tête de l'exécutif, avec ou sans l'appui des libéraux. Péter Medgyessy, ministre des Finances sous le régime communiste, a démissionné en 2004 et a cédé la place à la figure plus jeune et plus moderne de Ferenc Gyurcsány. Celui-ci, après avoir été à l'origine de violentes manifestations dans le pays en 2006 après la révélation de ses « mensonges électoraux », a pris acte de son impuissance à résoudre la crise économique qui touche son pays et a finalement démissionné au printemps 2009. C'est aujourd'hui Gordon Bajnai qui dirige un gouvernement socialiste minoritaire.

Tant pour les observateurs hongrois qu'internationaux, il n'y a aucun doute : la gauche politique hongroise, que ce soit au niveau de son organisation politique – le Parti socialiste hongrois – ou au niveau de sa dynamique et de son idéologie, est dans une situation désespérée. L'ampleur de la crise est illustrée par les résultats des dernières élections au Parlement européen, au cours desquelles les socialistes n'ont

obtenu que 18 % des voix, talonnés par le parti d'extrême droite Jobbik (14 %) et loin derrière le principal parti d'opposition, le Fidesz (57 %).

Cet effondrement électoral (un demi-million de voix en moins par rapport aux dernières élections européennes, 1,7 million par rapport aux dernières législatives) s'accompagne d'une désorganisation du parti, d'une certitude de défaite aux législatives

de l'année prochaine, et d'une désorientation de l'électorat de gauche. Cette crise est d'autant plus profonde qu'aucune nouvelle organisation politique n'a émergé à gauche, contrairement au processus qui a cours dans beaucoup de pays d'Europe. Au regard de cette situation, il n'est pas irréaliste d'envisager le pire, à savoir la désintégration du parti, comme cela est arrivé en Pologne.

L'explication la plus populaire et la plus répandue de cet état de fait met l'accent sur la responsabilité d'un petit groupe de politiciens et de leurs erreurs politiques. Bien qu'il soit clair que la perte de crédibilité du parti est liée aux événements de l'automne 2006 – lorsqu'une fuite enregistrée révéla que le Premier ministre d'alors, Ferenc Gyurcsany, avait admis devant un cercle de députés socialistes qu'il avait menti à l'électorat lors de la précédente campagne électorale, et que cette révélation conduisit à des émeutes dans les rues de Budapest –, ce serait faire preuve de courte vue que de ne pas prendre en compte des facteurs plus substantiels. Ne serait-ce que parce que Gyurcsany, non seulement demeura à son poste pendant encore deux ans et demi, mais aussi parce qu'il demeura soutenu par une base solide de 30 % de l'électorat. Toutefois, sa démission, qui tourna à la comédie d'une quête frénétique d'un successeur par les libéraux et les socialistes, et son évidente inaptitude à définir un programme pour gérer les effets de la crise mondiale en Hongrie, démontrèrent simultanément les racines du problème : les socialistes hongrois ont survécu pendant deux décennies

après le changement de régime politique, au sein du processus de transition, sans clarifier leur ligne et leurs concepts idéologiques, aussi bien en ce qui concerne le système économique et social hongrois, qu'en ce qui concerne l'avenir de la Hongrie en tant que nation et en tant que pays membre de l'Union européenne. À partir du moment où des événements inattendus se sont produits, à l'instar de la crise mondiale, toute la faiblesse du parti et de ses dirigeants a été exposée au grand jour, dans la mesure où ils ne furent capables ni de gagner le nécessaire soutien du peuple en faveur d'inévitables mesures d'austérité, ni, parallèlement, d'être suffisamment forts pour contraindre l'élite économique d'accepter au moins un minimum de solidarité avec les personnes les plus touchées par la crise.

Dans cet article, je voudrais me concentrer sur les facteurs structurels de la crise actuelle de la social-démocratie hongroise, bien que cette approche n'ait pas pour but de nier l'importance des erreurs individuelles, des mesures politiques, des évolutions ou du rôle des personnalités politiques. Cet article vise plutôt, à travers l'histoire de deux décennies, à mettre en avant le fait qu'il sera problématique d'imaginer la renaissance d'une social-démocratie hongroise sans une rénovation profonde de ses lignes idéologiques, et sans résoudre ou dépasser les tensions inhérentes à la gauche, aussi douloureux que ce processus puisse être.

L'héritage du patchwork

La gauche politique et son organisation dominante après le changement de régime, le Parti socialiste hongrois, est née sur les vestiges du Parti socialiste ouvrier hongrois, le parti de la période communiste. Bien que les socialistes aient mis l'accent sur la rupture avec leur passé, la continuité de certains héritages était inévitable et leur fut même bénéfique à bien des égards. Au niveau de la tradition, cela signifiait que survivait une forme – certes réduite – de social-démocratie d'avant-guerre (fusionnée en

Les socialistes hongrois ont survécu pendant deux décennies après le changement de régime politique, au sein du processus de transition, sans clarifier leur ligne et leurs concepts idéologiques, aussi bien en ce qui concerne le système économique et social hongrois, qu'en ce qui concerne l'avenir de la Hongrie en tant que nation et en tant que pays membre de l'Union européenne.

1949 avec les communistes dans un seul parti ouvrier), avec un mouvement syndical de masse, ainsi que tout un réseau d'organisations ouvrières affiliées, allant des universités populaires ouvrières aux cercles littéraires, en passant par des amicales ou des clubs touristiques. Conçues sur les principes de l'autogestion, ces sociétés furent absorbées par un seul réseau, géré par l'État et souvent subordonné à l'organe local ou central du parti. Néanmoins, ces cercles restèrent d'importants champs de socialisation « citoyenne » ou plutôt politique et maintinrent l'idée, certes détournée, d'une autogestion, même quand les principes du centralisme démocratique prévalaient – conception selon laquelle toute décision importante devait relever de l'organe central du parti et que les échelons locaux avaient la responsabilité de son exécution. L'essentiel des 40 000 militants sur les 800 000 du Parti socialiste ouvrier hongrois qui choisirent d'adhérer au nouveau parti venait principalement de ces petits cercles ouvriers, et leur militantisme fut marqué par cette expérience passée.

Il ne s'agissait pas nécessairement d'une communauté d'idéologie, mais plutôt d'une communauté reposant sur un mode de vie similaire, reflétant seulement une idéologie implicite. Les idées sociales-démocrates d'origine – amèrement combattues dans les années 1950 comme une hérésie idéologique – furent dissoutes dans l'idée d'un bonheur « petit-bourgeois », incarné par l'élévation progressive du niveau de vie, la possibilité d'acquérir au fil du temps son propre appartement, sa résidence secondaire, sa voiture, sa télévision. Les week-ends, les repas, les verres de l'amitié, les chansons partagés ensemble créèrent un lien entre les membres qui devint un pilier important de leur identité politique quand ils décidèrent d'adhérer au nouveau – et anciennement paria-parti politique en 1989. Et alors que la possibilité de revenir au pouvoir – assez inattendue en 1994 – apparut à l'horizon, la seule base sociale sur laquelle ils purent s'appuyer fut cet héritage, dans la mesure où pendant les quatre premières années de la nouvelle ère, les socialistes n'étaient pas dans une posi-

Quand les socialistes formèrent un gouvernement avec les libéraux en 1994, cette élite de technocrates en devint la colonne vertébrale, tandis que leurs idées servaient de point de départ pour un programme de gouvernement. Quelques mois plus tard, le gouvernement réalisa que les mesures prises pour lutter contre les déséquilibres intérieurs et extérieurs n'étaient pas suffisantes, il engagea alors un nouveau programme reposant sur les orientations de ce groupe de technocrates, symbolisé par le nouveau ministre des Finances : Lajos Bokros.

tion qui leur permettait d'attirer d'autres groupes sociaux, les nouvelles générations, etc.

Cependant, le corpus de valeurs dominant au sein de la base sociale du parti ne l'était pas au sein de ses programmes et des idées politiques qu'il promouvait. L'autre héritage important de la fin de l'ère Kádár¹ était une approche technocratique des questions économiques, et de la perception et de la compréhension par les plus jeunes générations qu'elles partageaient un destin commun. Bien que les réformes économiques de 1968 furent esquivées dans les années suivantes, l'aggravation de la situation internationale et la dépendance envers des sources de financement extérieures obligèrent les dirigeants du pays à prendre de nouvelles mesures menant à de profondes reconstructions dans la deuxième moitié des années 1980. Une partie importante de cette bureaucratie de l'administration d'État demeura proche des socialistes dans les années 1990, alors que la direction du parti fut recrutée dans l'ancienne organisation de jeunesse communiste. Quand les socialistes formèrent un gouvernement avec les libéraux en 1994, cette élite de technocrates en devint la colonne vertébrale, tandis que leurs idées servaient de point de départ pour un programme de gouvernement. Quelques mois plus tard, le gouvernement réalisa que les mesures prises pour lutter contre les déséquilibres

intérieurs et extérieurs n'étaient pas suffisantes, il engagea alors un nouveau programme reposant sur les orientations de ce groupe de technocrates, symbolisé par le nouveau ministre des Finances : Lajos Bokros.

Le succès du programme demeura un élément important de l'image que les socialistes donnèrent d'eux-mêmes, et ce, jusqu'à aujourd'hui. Pourtant, une partie essentielle de ces mesures – coupes dans les aides sociales, mise en place de frais d'inscription à l'école, suppression des allocations familiales pour les hauts revenus – n'étaient pas des mesures orthodoxes de gauche. Il s'agissait plutôt de l'héritage technocratique en partie remplacé et en partie fusionné avec les traditionnelles idées de progrès de la gauche. Comme le programme économique et les réformes lancées furent louées par les institutions économiques internationales (FMI, Banque mondiale) et l'Union européenne, ce fut également le signe d'une occidentalisation réussie du pays. Pendant la période de transition, l'entrée dans l'Union européenne était l'un des objectifs primordiaux de l'élite politique hongroise, là encore perçue comme le signe d'un processus rapide d'occidentalisation. Par conséquent, l'opinion positive de « l'occident » fut un signe encourageant, qui renforça les technocrates du parti d'une manière telle qu'occidentalisation, modernisation, et l'idée de progrès, traditionnellement de gauche, étaient entendues – de manière plus ou moins juste – comme des synonymes.

Une communauté politique indéfinie

En dépit de – ou même peut-être à cause de – la politique économique réussie et l'occidentalisation, ces deux éléments essentiels n'ont jamais été réconciliés avec l'héritage idéologique au sein d'une ligne élaborée, ou alors pas au-delà des tentatives d'imitation de la troisième voie qui émergeait à la fin des années 1990 en Grande-Bretagne et en Allemagne. Les socialistes restaient un parti défini comme une « anti-thèse », comme une opposition aux autres

partis, dans une large et surprenante mesure. Ceci prenait racine dans les origines du parti, en ce sens qu'il avait émergé après la dissolution du parti ouvrier hongrois, non pas comme son successeur, mais bien comme une nouvelle entité, symbolisant la rupture consciente avec l'héritage du communisme, même s'il ne serait pas satisfaisant de définir le parti d'une manière aussi singulière.

Lors du premier cycle électoral, les socialistes furent traités comme les parias de la nouvelle ère, c'est-à-dire comme des membres illégitimes de la communauté politique aussi longtemps qu'ils ne seraient pas passés par leur purgatoire, et ce en dépit de leur légitimité électorale. Cette attitude – accompagnée par la rhétorique anticommuniste du gouvernement de droite ainsi que les tentatives d'implantation de ses cadres dans l'administration en présentant volontairement ceux qui étaient remplacés comme étant des communistes – facilita le rassemblement de la gauche en tant que communauté politique, sans que celle-ci n'ait à s'attaquer aux questions idéologiques. Ce comportement assura presque automatiquement le soutien d'une large partie de l'électorat, alors que le sentiment de déception vis-à-vis de la transition se faisait grandissant.

Alors que les premières années de la nouvelle ère furent caractérisées par le renforcement des traits caractéristiques du mode de vie « petit bourgeois », les années suivantes, c'est-à-dire la période du premier gouvernement socialiste de 1994 à 1998,

Le Fidesz utilisa l'anticommunisme comme un moyen de combattre les socialistes (envisagés comme un grand réseau post-communiste interdisant la libération de la société des vieilles lunes de la période communiste), et sa seule innovation en ce sens fut de présenter les libéraux, qui avaient joué un rôle important dans le changement de régime en tant qu'opposition à celui-ci, comme étant désormais la gauche, dans une sorte de version post-communiste.

furent marquées par l'affirmation d'une autre opposition en tant qu'élément de définition du parti : l'idée d'une expertise, par opposition à une droite incompétente, un comportement technocratique en somme. Le gouvernement de Gyula Horn résolut une crise économique majeure, introduisit au moins une réforme d'ampleur (les retraites privées) – du moins, selon sa propre perception –, remit le pays sur la bonne route, ce qui entérina le début des négociations d'adhésion à l'OTAN en 1997. Cela fut perçu comme une modernisation, une occidentalisation, la réalisation de rêves centenaires.

Il est fondamental de relever une caractéristique commune aux deux périodes, à savoir, la définition de la gauche autour de l'idée d'opposition. Dans les premières années, les socialistes furent en permanence stigmatisés et définis par leurs opposants, dans la seconde période, l'image qu'ils se donnèrent en tant que modernisateurs relégua toute critique du gouvernement au niveau d'une opposition imprudente, politicienne et irresponsable. Les deux postures rendirent le développement d'une définition positive de la gauche politique et de son idéologie inutile, et cela ne changea pas vraiment durant la période du gouvernement dirigé par le Fidesz, de 1998 à 2002. Le Fidesz utilisa l'anti-communisme comme un moyen de combattre les socialistes (envisagés comme un grand réseau post-communiste interdisant la libération de la société des vieilles lunes de la période communiste), et sa seule innovation en ce sens fut de présenter les libéraux, qui avaient joué un rôle important dans le changement de régime en tant qu'opposition à celui-ci, comme étant désormais la gauche, dans une sorte de version post-communiste. En dépit du fait que la nouvelle idéologie « citoyenne » du Fidesz – qui mettait l'accent sur une position nationaliste dans les relations avec les pays voisins et sur la capacité à créer des liens émotionnels avec sa base électorale – mit en lumière la faiblesse des socialistes sur ce terrain, la pression politique effectuée sur les socialistes (et les libéraux) fut si intense qu'elle leur permit de repousser l'étude de solutions à leurs problèmes idéologiques (malgré

L'évidence de l'échec amena à la montée en puissance de Ferenc Gyurcsány, qui devint Premier ministre, puis chef du parti avec l'ambition de définir une nouvelle idéologie. En épousant consciemment l'héritage des libéraux, il mit l'accent sur l'idée de modernisation, imaginant une nouvelle Hongrie, capable de rompre avec un passé caractérisé par son arriération.

des tentatives de redéfinition de la social-démocratie dans les premières années en tant qu'opposition) et de revenir au pouvoir principalement parce qu'ils n'étaient pas le Fidesz, ne divisaient pas le pays, n'étaient pas agressifs et nationalistes. Cependant, le nouveau gouvernement rencontra le même problème, et une fois de plus ne parvint pas à réconcilier les deux éléments de base de leur identité de gauche. Cela les plongea dans un cercle vicieux de mesures sociales très poussées (hausse de 50 % des salaires dans le secteur public, exonérations d'impôt au niveau du salaire minimum, augmentations généreuses des retraites publiques et des allocations familiales) et de mesures d'austérité (hausse de la TVA, impôts dissimulés sur le revenu, impôts sur les entreprises, augmentation de l'inflation et des tarifs des services publics) sapant immédiatement l'image des socialistes.

L'évidence de l'échec amena à la montée en puissance de Ferenc Gyurcsány, qui devint Premier ministre, puis chef du parti avec l'ambition de définir une nouvelle idéologie. Partisan des idées de la troisième voie, qui avait déjà été utilisées comme référence plutôt par le parti, il entreprit un réel effort de réconciliation des deux éléments de base, tout en essayant en même temps de les dépasser. En épousant consciemment l'héritage des libéraux, il mit l'accent sur l'idée de modernisation, imaginant une nouvelle Hongrie, capable de rompre avec un passé caractérisé par son arriération, et surtout par l'inaptitude de l'élite à s'extraire des oppositions entre une modernisation nécessaire qui a un coût

social – paupérisation et mobilité sociale –, et une vision profondément ethnique de l'identité nationale. Cette conception correspondait à un programme radical de reconstruction de la société, reposant sur les principes et les valeurs de la responsabilité individuelle, de la conscience citoyenne, d'une nouvelle communauté politique républicaine qui résoudrait les problèmes économiques par ses valeurs intrinsèques. C'était, en quelque sorte, une dissociation de l'ère Kádár, mais offrant une nouvelle identité de gauche, porteuse de modernisation et de valeurs civiques, prête à faire des sacrifices. Même si ces efforts furent temporairement récompensés (surtout au moment de la première vraie manifestation de masse de la gauche dans la campagne électorale de 2006), créant une communauté émotionnelle de gauche, la tension idéologique ne fut pas résolue, au moins fut-elle dissimulée. Alors que le soutien politique pour Gyucsány s'effritait, que son image personnelle se détériorait et que ses réformes s'avéraient être au mieux des demi-succès, il devint clair qu'il n'était pas capable de rassembler suffisamment d'appuis populaires pour mettre en œuvre son programme. C'est à ce moment que les émeutes de l'automne 2006 démobilisèrent complètement la gauche, laissant la rue comme terrain de jeu exclusif de la droite.

La triple crise et le rejet du défi de la redéfinition

Plus que jamais les tensions entre les éléments de base identitaires de la gauche devinrent claires pendant le second gouvernement Gyucsány, entre l'été 2006 et le printemps 2009. Les réformes de Gyucsány – bien que mettant en avant l'idée de responsabilité individuelle dans le système de santé, remettant en place les frais d'inscription scolaires que le gouvernement Fidesz avait supprimés dès 1998 – ne furent soutenues que mollement par la caste des technocrates intellectuels de gauche, et seulement parce qu'elles étaient « moins pires » que la rhétorique populiste du Fidesz et parce que,

à cause de la volonté de minimiser les coûts sociaux de ces réformes, le niveau de redistribution ne diminuait pas aussi vite qu'ils ne l'attendaient (en dépit de la réduction des dépenses sociales et de la baisse des salaires réels, l'écart entre le décile le plus riche et le décile le plus pauvre demeurait au même niveau qu'en 2006), alors que pour les représentants de la pensée de gauche, celles-ci étaient trop favorables au marché, surtout en matière de santé. Le conflit latent devint ouvert quand, après une sévère défaite référendaire au printemps 2008, Gyucsány annonça une modification de son programme, renonçant à la réforme du système de santé et aux réductions de dépense exigées par les libéraux, et que ces derniers, arguant du fait que leurs politiques favorables au marché étaient négligées, quittèrent le gouvernement, laissant le Premier ministre diriger un cabinet minoritaire.

Le virage fut atteint quand la crise économique mondiale frappa la Hongrie avec une dureté inattendue. Bien que le gouvernement fut capable de recueillir le soutien financier du FMI et de l'UE, le déroulement de la crise ne conduisit pas au débat intellectuel que l'on aurait pu attendre sur le capitalisme, la transition économique, les modèles économiques et sociaux. Au contraire, il resta dominé par l'idée que des impôts faibles, un modèle avec peu de redistribution était la bonne voie pour une transition économique réussie, un bouclier contre la crise.

Pendant cette période, ses opposants politiques de même que les experts médiatiques attaquèrent son orientation politique comme favorisant la croissance d'un secteur public trop lourd, pas assez courageuse pour mettre en place des réformes libérant le marché, et conduisant, de fait, le pays au désastre (alors que le déficit budgétaire diminuait rapidement, de

presque 9,2 % du PIB en 2006 à 3,3 % en 2008), tout en l'accusant d'avoir abandonné son agenda de modernisation. Le virage fut atteint quand la crise économique mondiale frappa la Hongrie avec une dureté inattendue. Bien que le gouvernement fut capable de recueillir le soutien financier du FMI et de l'UE, le déroulement de la crise ne conduisit pas au débat intellectuel que l'on aurait pu attendre sur le capitalisme, la transition économique, les modèles économiques et sociaux. Au contraire, il resta dominé par l'idée que des impôts faibles, un modèle avec peu de redistribution en fait, – tel que celui mis en oeuvre dans les pays Baltes, la Slovaquie ou la Roumanie, ces deux pays étant présentés comme épargnés par la crise – était la bonne voie pour une transition économique réussie, un bouclier contre la crise. Des socialistes, ni Gyurcsány ni d'autres dirigeants du parti, n'eurent la force – et parfois la conviction – de contredire cette opinion, et au final, Gyurcsány ne fut pas capable de dessiner une alternative crédible à celle reposant sur une baisse drastique des dépenses sociales, des hausses d'impôts pour les plus modestes, des diminutions de la pression fiscale sur les revenus des 20 % les plus riches, proposées par l'élite du patronat. Sa démission fut l'aveu de cette faiblesse, mais ne mena nulle part et ne résolut pas les questions idéologiques mises en suspens.

Cette tournure des événements – qui a pour conséquence que le Parti socialiste est aujourd'hui en plein désarroi, sans leader apparent, ni agenda politique crédible ou programme cohérent – démontre, au moins dans le cadre de cet article, l'importance de l'idéologie, qui manque gravement aux socialistes. Sous cet angle, la crise, ses effets, et l'incapacité du gouvernement socialiste à proposer des contre-mesures crédibles et efficaces, fut le résultat d'une situation unique causée par trois facteurs – la dégradation rapide de la balance des paiements et la dépendance forcée envers les capitaux étrangers, la lassitude de la société vis-à-vis du processus de transition, et la propre incapacité des socialistes à formuler un programme et une idéologie cohérents – coïncidant et s'intensifiant par leur interac-

tion. Afin de réfléchir à la situation actuelle et à l'avenir de la social-démocratie en Hongrie, on doit – au moins brièvement – résumer la caractéristique la plus importante de ces facteurs.

Le poids des institutions économiques étrangères devant financer les déséquilibres de la balance des paiements ne fut que partiellement le résultat de dépenses budgétaires imprudentes. Les racines de cette situation se trouvent dans le processus de transition en lui-même, qui, à cause du défaut d'accumulation de capital national, fit de l'investissement étranger la seule solution rapide face à l'énorme hausse du chômage que le pays a enduré en deux ou trois ans (un million d'emplois en moins). À l'origine, la transition avait été envisagée comme un processus rapide et simple, installant les structures nécessaires et créant un environnement économique propice à l'investissement. Bien que le flux de capitaux internationaux resta fort pendant des décennies, les destructions d'emplois initiales ne furent jamais compensées, alors que la compétition internationale pour les investissements étrangers devint plus difficile. La réaction, du moins du côté des experts et des conseillers politiques, fut simple : tout faire pour attirer autant d'investissements que possible afin d'atteindre le niveau de vie ayant cours dans l'UE en quinze ou vingt ans. Comme ces efforts ont souvent conduit à des politiques fiscales restrictives et à des tentatives de suppression de la sécurité sociale et des services publics, le peuple devint de plus en plus inquiet de la situation. Avant l'adhésion à l'UE, les espoirs restaient intacts, mais, alors que l'appartenance à l'UE ne fut pas accompagnée d'améliorations concrètes des situations individuelles, mais plutôt au contraire d'une vague de nouvelles mesures d'austérité, la lassitude vis-à-vis du processus de transition gagna une part grandissante de la population. Le dernier train de réformes – particulièrement parce qu'il n'était pas entièrement favorable à la classe moyenne – rencontra une forte résistance.

Tout cela ne fut pas seulement le résultat d'une forme de fatigue. La perception du monde extérieur contribua également à la tournure des événements.

Avant l'adhésion à l'UE, les espoirs restaient intacts, mais, alors que l'appartenance à l'UE ne fut pas accompagnée d'améliorations concrètes des situations individuelles, mais plutôt au contraire d'une vague de nouvelles mesures d'austérité, la lassitude vis-à-vis du processus de transition gagna une part grandissante de la population. Le dernier train de réformes – particulièrement parce qu'il n'était pas entièrement favorable à la classe moyenne – rencontra une forte résistance.

La concurrence sans cesse grandissante pour les investissements directs étrangers renforça l'impression que les pays en transition se trouvaient pris dans une lutte éternelle pour la première place. Les succès des pays de la région n'ont été évalués que sur la base étroite d'indicateurs superficiels, évacuant les évolutions sociales profondes, et par conséquent dissimulant des disparités criantes. Il s'agissait plutôt de mettre en avant un certain modèle – impôts faibles, peu de redistribution, dépenses sociales restreintes – mis en oeuvre par certains pays comme étant l'unique modèle menant à la croissance rapide dont avaient tant besoin ces sociétés. Même si des contradictions évidentes n'étaient pas prises en compte (par exemple le rôle de l'émigration après l'adhésion à l'UE dans la hausse du taux d'emploi), même si la crise frappa durement ces pays (plus durement d'autres pays que la Hongrie), et quand bien même, selon ses propres axiomes ce modèle représentait la garantie d'une croissance rapide et durable, le débat public continua d'être prisonnier de ces principes. Pendant les deux décennies de la transition, l'élite hongroise et la société s'accoutuma à une carte du monde et de l'Europe singulière et perverse dans laquelle seuls comptaient l'Ouest et leur propre pays, les pays voisins étant ravalés à une meute de loups les poursuivant et tentant de les priver de leur place

de premier. Les expériences politiques régionales étaient soit rejetées soit prises en exemple à condition qu'elles ne mettent en oeuvre des politiques favorables au marché.

Précisément parce qu'ils n'étaient pas conscients au début de l'importance d'une position idéologique cohérente, et parce qu'ils étaient déchirés entre leur base et leur héritage, les socialistes furent incapables de développer une interprétation de la transition qui aurait pu intégrer chaque expérience de la région comme un appui intellectuel mettant en cause la perception dominante de la transition économique. De plus, comme ils étaient réticents devant l'idée d'approfondissement de l'Union européenne, ils furent forcés de formuler des solutions nationales, alors qu'il était clair que la mondialisation et l'intégration européenne rendaient leur mise en oeuvre hypothétique. Ils furent donc pris au piège. Après la démission de Gyurcsány – sous l'emprise de la peur d'un résultat désastreux aux élections – ils étaient prêts à accepter un gouvernement appliquant le programme qu'ils avaient rejeté un mois plus tôt. Ce programme n'apporta aucun résultat positif en termes électoraux et accentua plutôt leur déclin. L'enchaînement des événements durant la crise rendit évident le fait que sans réinvention de la social-démocratie prenant en compte les nouvelles perspectives de l'économie mondiale, l'échec empirique des stratégies de rattrapage rapides reposant sur une croissance rapide et durable, les opportunités offertes par l'Union européenne, et leurs propres traditions politiques, un désastre bien plus grand que celui largement attendu guettait le pays. L'avenir de la social-démocratie en Hongrie ne se trouve ni dans sa capacité à soutenir un gouvernement affrontant la crise, ni dans quelque alliance électorale ou marketing politique que ce soit. Les questions essentielles doivent être abordées, le contenu du terme « gauche politique », son identité, et les nécessaires liens émotionnels à tisser sont à construire afin d'espérer voir la gauche réémerger des abysses dans lesquelles elle se trouve depuis les dernier mois.

1 : János Kádár a été secrétaire général du Parti socialiste ouvrier hongrois de 1956 à 1988.